

*Questions orales*

**Le très hon. P. E. Trudeau (premier ministre):** Madame le Président, la proposition du chef du Nouveau parti démocratique ne contribue pas de façon très positive à l'avenir de notre pays. Le gouverneur ne fait que signaler ce que chacun d'entre nous, ici, pense en son for intérieur, à savoir que nous ne pouvons pas permettre à l'ensemble des Canadiens de compter obtenir plus de l'économie que ce qu'ils n'y apportent. Le gouverneur Bouey n'a pas désigné particulièrement les ouvriers, encore moins ceux qui touchent le salaire minimum, comme le prétend le chef du Nouveau parti démocratique. Il a dit aux Canadiens—ouvriers, hommes d'affaires, investisseurs, députés et tous les autres—

**M. Broadbent:** Il a parlé du salaire minimum.

**M. Trudeau:** . . . que nous ne pouvons pas nous attendre à voir notre économie continuer à évoluer au même rythme qu'avant la crise de l'OPEP, avant le conflit économique général qui a frappé les pays industrialisés de l'Ouest ou avant que nous ne connaissions un taux de chômage aussi élevé, qui est encore supérieur à celui des États-Unis où s'enfuient nos capitaux, pour reprendre les paroles du député de Etobicoke-Centre. Si nous cherchons à dissimuler ce fait des théories et des remèdes économiques que nous formulons, nous induisons en erreur les Canadiens.

**Des voix:** Et alors, cela n'est pas nouveau!

**M. Trudeau:** Je ne le fais pas.

**M. Baker (Nepean-Carleton):** Pas en ce moment.

**Des voix:** Oh, oh!

**M. Clark:** Et les 14c. le gallon et la promesse qu'il n'y aurait pas de contrôle des prix et des salaires?

**M. Kempling:** Vous êtes spécialiste.

**M. Trudeau:** Nos vis-à-vis semblent croire que chacun d'entre nous peut s'accommoder de l'inflation: les députés, les ouvriers, les actionnaires et ainsi de suite. Il est certain que si nous essayons tous de nous adapter à l'inflation, celle-ci ne diminuera jamais; le taux restera à son niveau actuel ou continuera à augmenter. Nous savons que si nous voulons rester compétitifs par rapport aux autres producteurs des pays industrialisés de l'Ouest, nous devons baisser nos prix, ce qui ne sera pas possible si nos recettes et nos bénéfices continuent d'augmenter.

\* \* \*

● (1430)

[Français]

**L'INDUSTRIE**

LA CHAUSSURE—ON DEMANDE SI LE GOUVERNEMENT A RECOMMANDÉ D'INCLURE LA CATÉGORIE DES CHAUSSURES EN CUIR DANS LE QUOTA GLOBAL

**L'hon. Roch La Salle (Joliette):** Madame le Président, ma question s'adresse au ministre de l'Industrie et du Commerce.

Pour la dixième fois, j'aimerais lui poser une question qui a trait à une industrie que nous considérons encore très importante, savoir l'industrie de la chaussure. Plusieurs députés encore une fois ont été sensibilisés aujourd'hui par la présence des représentants de cette industrie et du syndicat. Le ministre sait que sa politique coûte actuellement 6,000 emplois sur 20,000 dans cette industrie. J'aimerais donc lui demander s'il serait en mesure aujourd'hui d'annoncer une décision selon laquelle la seule solution pour assurer la survie de cette industrie est d'inclure la catégorie des chaussures en cuir à l'intérieur du quota global. Qu'on ne me parle pas des programmes nouveaux. Est-ce que le ministre est en mesure aujourd'hui, dans l'intérêt de cette industrie, de dire s'il est disposé à inclure dans le quota global la catégorie des chaussures en cuir?

**L'hon. Herb Gray (ministre de l'Industrie et du Commerce et ministre de l'Expansion économique régionale)** Madame le Président, j'ai assisté moi-même à une réunion très utile il y a quelques semaines avec les porte-parole de l'industrie de la chaussure et de ces syndicats et mes collègues du Cabinet et du caucus ont eu des réunions très utiles aussi. C'est à cause de ces instances que j'ai attiré l'attention de mes collègues du Cabinet et nous les révisons actuellement. Nous tenons ceci comme quelque chose de très sérieux, même qu'il existe des problèmes, je pense, au sujet de la conjoncture actuelle, et il ne s'agit pas seulement d'une question de quote-part, comme ont dit les porte-parole de cette industrie. Bien que mon honorable ami ne désire pas que je parle de nouveaux programmes, il est tout de même intéressant de constater que nous avons créé un programme de modernisation très important représentant un fonds de 17 millions de dollars, cela prouve donc notre intérêt positif à l'égard de cette industrie et de ses ouvriers.

ON DEMANDE QUE LES OUVRIERS DE LA CHAUSSURE DU QUÉBEC QUI ONT PERDU LEUR EMPLOI SOIENT RÉINTÉGRÉS DANS LEURS FONCTIONS

**L'hon. Roch La Salle (Joliette):** Le ministre ne dit pas que plusieurs de ces millions de dollars seront affectés au recyclage et à une pension de préretraite, ce qui est du bien-être social déguisé. Le ministre peut-il assurer à cette industrie, à ces milliers de travailleurs actuellement, dont plusieurs sont dans ma province et dans d'autres régions du Canada, qu'il est disposé à assurer la survie de cette industrie, la survie de 15,000 travailleurs, et à permettre aux 6,000 qui ont perdu leur emploi de retrouver dans cette industrie une place pour vivre au Canada? C'est cela la question à laquelle le ministre ne répond pas par des mesures temporaires et nettement insuffisantes.